



**Cérémonie d'ouverture
de l'Université Paysanne du ROPPA**

Session 2016

Projet de discours de Mr Djibo BAGNA,
Président du Conseil d'Administration du ROPPA

.....
.....
.....
.....

Madame la présidente du collège régional des femmes

Monsieur le président de la CNCR

Chers collègues administratrices et administrateurs du ROPPA

Messieurs et Mesdames les représentants des médias

Chers invités,

Mesdames et messieurs

Je voudrais me joindre à mon collègue, Monsieur Nadjirou SALL, président du CNCR, pour vous souhaiter la bienvenue à Thiès, au Sénégal, pays de la Teranga.

Avant tout propos, je souhaiterais vous présenter mes vœux les meilleurs en cette nouvelle année 2017. Que cette nouvelle année voit la réalisation de nos vœux les plus chers.

Nous vous remercions très sincèrement pour avoir répondu à notre appel malgré les agendas de début d'année chargé. Certains d'entre vous ont dû modifier leur agenda, d'autres ont parcouru des milliers de kilomètres pour être à ce rendez-vous de Thiès.

Nous pouvons vous assurer de notre disponibilité à ne ménager aucun effort pour rendre votre séjour le plus agréable possible.

**Chers Invités, Chers Collègues
Mesdames et Messieurs,**

Comme vous le savez, l'Université Paysanne est inscrite depuis quelques années comme un des moments forts de la vie du ROPPA. Elle est conçue comme un instrument pleinement internalisé par les producteurs, les agriculteurs, les éleveurs et les pêcheurs de l'Afrique de l'Ouest, pour, non seulement échanger sur les enjeux et les défis du développement agricole, mais aussi comme un des moyens les plus appropriés pour renforcer les capacités des leaders et autres

personnes ressources pour faire de nos organisations, de véritables partenaires des décideurs publics à tous les niveaux.

La présente session qui intervient après celles de Ouagadougou, de Cotonou et de Nyéléni, se veut fondatrice d'une nouvelle dynamique pour accompagner la maturité des leaders paysans et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest. Pour ce faire, tirant leçons des expériences passées, la session de Thiès abordera des questions aussi bien stratégiques, qu'opérationnelles qui touchent au développement du secteur agricole de l'Ouest.

En effet, les leçons tirées des sessions précédentes, nous enseignent que les paysannes et les paysans de l'Afrique de l'Ouest sont de plus en plus en capacité de proposer, d'administrer des curricula de formation qui conviennent à leurs besoins fondamentaux.

C'est pourquoi, les thématiques qui ont été retenues pour cette session de formation visent principalement à valoriser, capitaliser les acquis de la lutte des organisations paysannes ouest africaines au cours des quinze dernières années.

Mesdames et messieurs

Chers invités

Les questions de développement agricole ont énormément évolué au cours des quinze dernières années, sous les effets conjugués de la mondialisation, du développement des régionalismes et de l'acuité des problématiques dites émergentes : changement et variabilité climatiques, protection sociale, nutrition, gestion des risques, etc. Plus que par le passé, le développement agricole est de plus en plus contrarié par de nombreux problèmes auxquels, les politiques publiques, même les plus volontaristes peinent à trouver des solutions.

En effet, malgré les progrès enregistrés sur le front de la production agricole et animale, une portion encore importante des producteurs, des éleveurs, des pasteurs et des éleveurs de notre région souffre de l'insécurité alimentaire, et confinée dans une vulnérabilité qui mine ses capacités de résilience. Cette situation résulte pour l'essentiel de l'incohérence des politiques publiques, de l'incomplétude des réformes engagées et de leur insuffisante capacité à répondre aux besoins des exploitations familiales.

Mais notre expérience de lutte des quinze dernières années montre, que nous devons être vigilants pour faire coïncider à tous les niveaux, volonté politique affichée et engagement réel des décideurs pour le développement agricole, de l'élevage et de la pêche. En effet, si les politiques publiques sont toujours promptes à proclamer leur volonté de faire du développement agricole, le moteur

de la relance de l'économie et de la résilience des populations de la région, les actions concrètes pour y parvenir tardent à suivre.

Il nous plaît de mettre en avant dans le cadre de cette université deux éléments de contradiction entre volonté politique et engagement réel des pouvoirs publics en Afrique de l'Ouest. Nous avons applaudi la pertinence des politiques et stratégies de développement agro-sylvo-pastoral dont s'est dotée la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest. Cette politique qui cadre bien avec les orientations des ODD, du PDDAA, de la déclaration de Malabo prend en compte, les préoccupations des producteurs : défense et promotion des exploitations familiales, promotion du marché régional pour promouvoir la souveraineté alimentaire, améliorer le statut des paysans et des paysannes, etc.

Mais comme vous le savez bien, la mise en œuvre de cette politique bute à deux contraintes majeures ; celles de l'accès des producteurs aux facteurs de production : la terre, le financement. Sur ces deux questions, le ROPPA est toujours préoccupé et s'interroge très sérieusement sur l'engagement réel des décideurs nationaux à apporter des solutions hardies et idoines.

Sur le foncier, les législations nationales sont encore loin d'être favorables aux exploitations familiales, en continuant de faire la part belle aux stratégies d'accaparement et de spoliation des terres. La région peine à se doter d'une directive volontaire pour orienter et harmoniser les politiques foncières nationales.

Sur le financement, la région et les Etats peinent à définir une stratégie de mobilisation des ressources internes et continuent de compter sur d'hypothétiques aides et subventions extérieures. C'est pourquoi, sur cette question cruciale de financement, le ROPPA compte dans les mois à venir à organiser un forum de haut niveau pour réfléchir sur les moyens de mobilisation des ressources endogènes pour financer le développement agricole de notre région.

Mesdames et messieurs

Chers invités

Cette Université se tient à une période charnière du développement agricole de notre région. L'Afrique de l'Ouest, amorce la mise en œuvre de la seconde génération de ses plans d'investissement et de développement agricole (PRIASAN et PNIASANS). Ces plans sont conçus pour relever les défis majeurs de la région : éradiquer la faim et la malnutrition à l'horizon 2030.

Comme vous le savez, les Organisations paysannes des producteurs, des éleveurs, des pasteurs et des pêcheurs ont joué un rôle déterminant pour donner au PRIASAN un contenu qui prend largement en compte nos préoccupations. Au niveau national, nous devons être vigilant pour que les PRIASANS, non seulement traduisent les priorités de chaque pays, mais aussi prennent en compte les préoccupations des exploitations familiales.

Pour ce faire, nous travaillons à la définition des outils pour accompagner l'implication active des plateformes nationales dans la formulation des PRIASANS.

Mesdames et messieurs
Chers invités

La troisième thématique qui sera débattue au cours de cette Université est celle de l'accès des petits producteurs au marché. Comme vous le savez, cette question préoccupe le ROPPA au regard de la place du marché dans la vie des ménages, en général, et ruraux en particulier. Partout où les producteurs ont bénéficié d'un accès sécurisé au marché, ils ont pu développer des stratégies idoines de résilience. C'est pourquoi, le ROPPA s'emploie à améliorer l'environnement du commerce local, national et régional en insistant sur deux dimensions importantes :

- La mise en œuvre des règlements et protocoles de la CEDEAO sur le schéma de libéralisation des échanges, pour favoriser une circulation des produits agricoles dans l'espace communautaire. Pour nous, les obstacles de toute nature au commerce régional doivent être levés pour permettre aux échanges de produits agricoles de constituer le premier socle de l'intégration régionale et de la promotion de la souveraineté alimentaire des populations ouest africaines.
- La promotion des chaînes de valeur pour tenir compte des orientations de la demande des consommateurs, mais qui tiennent compte des intérêts des petits producteurs agricoles, des éleveurs, de pasteurs et des pêcheurs. Pour cela nous devons être vigilants sur les formes de coordination qui structurent les chaînes de valeur nationales (les contractualisations entre acteurs) et les chaînes de valeur transfrontalières émergentes (les cadres de concertation multi acteurs).

Mesdames et messieurs
Chers invités

Je voudrais insister sur le rôle central que doit jouer l'Université paysanne dans le renforcement de nos capacités de réflexion et de propositions d'alternatives aux choix publics qui nous continuellement soumis. Notre crédibilité en tant qu'organisation d'utilité publique à divers niveaux en dépend.

Je voudrais vous inviter à faire des propositions concrètes pour améliorer le contenu de notre instrument

Pour terminer mon propos, je voudrais remercier tous les partenaires qui ont bien voulu nous soutenir pour la tenue de cette session 2016 de l'université paysanne.

Je salue l'engagement des leaders, du personnel technique et des personnes ressources qui ont bien voulu nous accompagner dans l'organisation et la tenue de cette université paysanne

Bonnes sessions de formation

Merci pour votre attention